

RÉDUIRE LE BRACONNAGE, RÉDUIRE LE TRAFIC, RÉDUIRE LA DEMANDE

PROGRAMME MONDIAL POUR LA VIE SAUVAGE

UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LA
PRÉSERVATION DE LA FAUNE ET DE LA
FLORE SAUVAGES, LA PRÉVENTION DU
CRIME LIÉ AUX ESPÈCES SAUVAGES ET
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



“ Le braconnage et le trafic illégal d'espèces sauvages atteignent des niveaux sans précédent, privant les communautés locales de moyens de subsistance et portant atteinte au patrimoine mondial. Le Programme mondial pour la vie sauvage est une initiative majeure visant à réduire l'offre et la demande de produits illégaux dérivés d'espèces protégées. Il est important de noter que le projet ne vise pas seulement à arrêter le massacre des animaux dans les forêts et les savanes africaines, mais aussi à réduire la demande en Asie. ”

Naoko Ishii, directrice générale et présidente du FEM



APERÇU DU PROGRAMME

Lancé en juin 2015 et placé sous la houlette du Groupe de la Banque mondiale, le Programme mondial pour la vie sauvage (Global Wildlife Program ou GWP selon son acronyme anglais) — Un partenariat mondial pour la préservation de la faune et de la flore sauvages, la prévention du crime lié aux espèces sauvages et le développement durable — bénéficie d'un don de 131 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le GWP a pour mission de lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages (Illegal Wildlife Trade – IWT) dans 19 pays d'Asie et d'Afrique en servant de plateforme de coordination et de partage des connaissances et en soutenant des actions sur le terrain.

La lutte contre le trafic illégal d'espèces sauvages est un objectif hautement prioritaire du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) — au cours de son sixième cycle de financement, il s'est engagé à prévenir l'extinction d'espèces menacées dans le cadre de sa Stratégie pour la biodiversité. Le Programme mondial pour la vie sauvage (GWP) poursuit cet objectif ainsi que d'autres dans plusieurs domaines d'intervention du FEM, notamment la dégradation des terres, le changement climatique et la gestion durable des forêts.

Le rayonnement du Programme mondial pour la vie sauvage (GWP) permet d'élargir l'impact du programme au-delà des projets nationaux opérant de manière indépendante, d'accélérer le partage des bonnes pratiques et des leçons tirées, et de coordonner le travail de terrain avec les partenaires, les collaborateurs et les bailleurs de fonds.

Les dangers qui menacent les espèces sauvages peuvent être réduits de manière significative grâce à des efforts concertés en vue de déployer des outils et des ressources sur toute la chaîne d'approvisionnement du commerce illégal d'espèces sauvages (IWT). Le GWP œuvre à cette fin en réduisant le braconnage au niveau des sites grâce à l'engagement des communautés locales, en préservant et en protégeant les paysages et les habitats naturels des espèces sauvages, en contrôlant le crime et le trafic liés aux espèces protégées grâce à une action plus efficace des autorités policières ; et en réduisant la demande de produits dérivés d'espèces sauvages par le biais de la sensibilisation et du changement des comportements. Chacun des 20 projets nationaux du GWP s'attaque à une ou plusieurs de ces composantes sur toute cette chaîne d'approvisionnement



UNE MENACE MONDIALE AUX MULTIPLES FACETTES

La criminalité liée aux espèces sauvages a atteint des niveaux très préoccupants et menace la survie de nombreuses espèces en voie d'extinction dans certaines régions.

Le montant du commerce illégal d'espèces sauvages (IWT) représente aujourd'hui 7,8 à 10 milliards de dollars par an¹, de sorte que cette activité se classe désormais au quatrième rang des trafics les plus lucratifs au monde après le trafic de stupéfiants, le trafic humain et le trafic d'armes. Ce commerce mobilise également des réseaux criminels internationaux très sophistiqués et bien organisés.

La hausse du braconnage fait suite à une demande croissante de produits illégaux dérivés d'espèces sauvages, en particulier dans les économies en croissance rapide d'Asie et d'Asie du Sud-Est. Si la demande favorise dans une large mesure cette criminalité, le braconnage découle aussi de l'extrême pauvreté, des conflits autour des ressources naturelles telles que la terre et l'eau, de la faiblesse des autorités policières, de la corruption et de l'instabilité politique.

¹ à l'exception du bois et des pêches

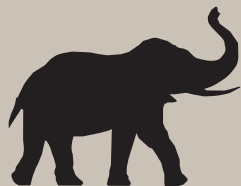
Pour sortir de cette crise, le GWP fournit une réponse unique à travers ce programme bien intégré et aux objectifs multiples.

IMPACT DU COMMERCE ILLÉGAL D'ESPÈCES SAUVAGES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Dans de nombreux pays en développement, la faune et la flore sauvages sont essentielles au tourisme, à la création d'emploi et au développement durable. Elles apportent aussi des bienfaits écologiques et culturels importants dans plusieurs régions du monde.

Le crime lié aux espèces sauvages prive les communautés locales de leur capital naturel et de leurs moyens de subsistance, creuse la pauvreté et les inégalités et menace la sécurité nationale en nourrissant l'instabilité et les conflits.

Le commerce illégal d'espèces sauvages a des impacts négatifs sur les recettes publiques, sur les économies et les communautés locales et il représente des pertes de plus de 70 milliards de dollars par an dues aux crimes affectant les ressources naturelles.

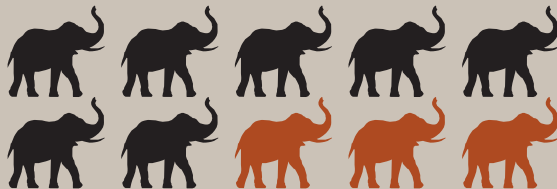


Le braconnage est aujourd'hui en train de décimer les éléphants africains. En l'espace de trois ans seulement, plus de 100 000 pachydermes ont été massacrés chaque année pour leurs défenses, qui servent à fabriquer des bijoux et objets en ivoire sculpté, très demandés dans certains pays.

Un recensement d'ampleur inédite, le Great Elephant Census, a révélé que le nombre d'éléphants africains a chuté d'au moins 30 % entre 2007 et 2014. Le rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) sur l'état des pachydermes vivant en Afrique dénonce une accélération de leur disparition en vingt-cinq ans, due principalement à la forte augmentation du braconnage au cours de la dernière décennie. La perte d'habitats sauvages constitue également une préoccupation sérieuse à long terme.



1 000
garde-forestiers
tués au cours
de leur mission

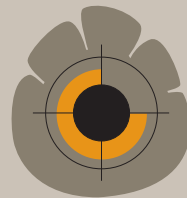


30%
chute des populations
d'éléphants entre 2007 et 2014

58%
Chute du nombre
d'espèces sauvages
depuis 1970



Également en voie d'extinction, le léopard figure depuis 2016 sur la liste rouge des espèces « vulnérables » dressée par l'UICN. Ce félin a dorénavant disparu dans 23 de ses 85 territoires d'origine en Afrique et en Asie. Il n'existerait plus aujourd'hui que 4000 à 6500 léopards des neiges dans les vastes montagnes de l'Asie, menacés par le braconnage, la perte de leurs proies naturelles, la dégradation de leur fragile habitat surélevé, et le manque de sensibilisation des communautés locales et des gouvernements. Les léopards sont activement recherchés pour leur peau et autres parties de leur corps.



Un éléphant est tué
toutes les
26 min



164 000
saisies d'espèces sauvages
ont été dénombrées dans
120 pays

COMMERCE ILLÉGAL D'ESPÈCES SAUVAGES : LES FAITS

Sources: CITES, UICN, Panthera, Thin Green Line Foundation, TRAFFIC, ONUDC, WWF



Le nombre de rhinocéros noirs, une espèce particulièrement menacée, a chuté de 100 000 en 1960 à seulement 5 000 individus en 2016. Le braconnage des rhinocéros a atteint aujourd'hui un point critique, menaçant d'extinction totale cette espèce emblématique. La demande actuelle est alimentée par une fausse croyance selon laquelle la corne de rhinocéros soignerait de nombreuses affections et, comme pour l'ivoire, par le commerce d'objets décoratifs sculptés et autres.



Peuplant de vastes zones d'Afrique et d'Asie, les huit espèces de pangolins pourraient être également en danger d'extinction, ces mammifères faisant l'objet d'un trafic particulièrement intense dans le monde. Cet animal comparable à un fourmilier est très recherché pour ses écailles, utilisées dans la médecine traditionnelle, et sa chair très appréciée au Vietnam et en Chine. Le sang de pangolin est également prisé pour ses vertus thérapeutiques fortifiantes.



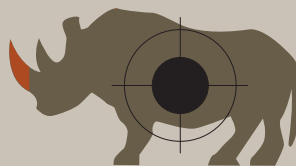
4%

des tigres restent à l'état sauvage par rapport au début du siècle



Un pangolin est tué pour sa chair et ses écailles toutes les

5 min



Un rhinocéros africain est tué toutes les

8 heures



Les saisies d'ivoire dépassent aujourd'hui celles de la cocaïne

selon le RAPPORT SUR LE CRIME LIE AUX ESPÈCES SAUVAGES, preuve de l'ampleur du braconnage pour répondre à la demande croissante.

“ L’ampleur du braconnage d’espèces sauvages est stupéfiante. Chaque jour, plus de 50 éléphants, trois rhinocéros et peut-être des centaines de pangolins sont massacrés pour leurs défenses, leurs cornes et leurs écailles. Ces pertes ont pour effet non seulement de perturber les écosystèmes, mais également de détruire les moyens de subsistance locaux et le tourisme axé sur la faune, d’alimenter la corruption et de porter atteinte à l’état de droit. Le PNUD est fier d’être partenaire du Global Wildlife Program, qui adopte une approche globale pour s’attaquer à la crise du braconnage en réduisant le commerce illégal d’espèces sauvages depuis l’origine jusqu’au marché tout en protégeant les espèces et les habitats. ”

Achim Steiner,
administrateur du PNUD



APPROCHE DU PROGRAMME MONDIAL POUR LA VIE SAUVAGE

RÉDUIRE LE BRACONNAGE, LE TRAFIC, ET LA DEMANDE

Le GWP intervient aux niveaux mondial, national et régional. Le projet de coordination mondiale du Groupe de la Banque mondiale met en place une plateforme d'apprentissage et de coordination afin de promouvoir des interventions renforcées sur le commerce illégal d'espèces sauvages et d'augmenter les capacités techniques. Les projets nationaux et régionaux se concentrent sur la conception et la mise en œuvre de stratégies nationales visant à améliorer la gestion des espèces sauvages et des aires protégées, à renforcer les moyens de subsistance des communautés, l'action des autorités policière et à réduire la demande grâce au changement de comportements.

Les investissements prioritaires du programme se concentrent sur des interventions pour s'assurer que les initiatives des autorités policières sur le terrain complètent les activités de planification de l'aménagement des terres. Cela permet d'augmenter les incitations pour les communautés et reflète la valeur réelle de la faune et la flore sauvages. Les interventions sur le terrain

se concentrent également sur la sensibilisation et le renforcement des capacités des autorités judiciaires et policières.

Quant aux interventions à long terme, elles portent essentiellement sur la promotion de la durabilité et d'une gouvernance efficace au sein des communautés, la gestion intégrée des paysages, l'amélioration des moyens de subsistance grâce au tourisme et aux micro-entreprises et le renforcement de la législation nationale.

COLLABORER POUR UN RAYONNEMENT PLUS VASTE

Les organes d'exécution qui canalisent les fonds pour les gouvernements et autres partenaires pour les projets nationaux sont le Groupe de la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et la Banque asiatique de développement (BASD).

RÉDUIRE LE BRACONNAGE

PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS

- Atténuation des conflits humains-espèces sauvages
- Gestion des ressources naturelles fondée sur la communauté
- Moyens de subsistance alternatifs et durables
- Conservations communautaires et cogestion des ressources
- Police, formation et surveillance communautaires

LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE ET GESTION DES AIRES PROTÉGÉES (AP)

- Conception et mise en œuvre des plans de gestion des AP
 - Patrouilles anti-braconnage (écogardes)
 - Renforcement des capacités pour la gestion des AP
 - Équipements/infrastructures
- Expansion des AP & initiatives transfrontalières

GESTION INTÉGRÉE DES PAYSAGES

- Corridors entre AP
- Agriculture intelligente face au climat, paiement des services écosystémiques, REDD+
- Gestion durable des forêts (en dehors des AP)

RÉDUIRE LE TRAFIC

MAINTIEN DE L'ORDRE, SYSTÈME JUDICIAIRE ET POURSUITES

- Renforcement des capacités
- Création d'unités de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages
- Procédures et techniques d'investigation
- Renforcement des contrôles aux frontières
- Coopération inter-agences et internationale des autorités policière
- Formation de soutien pour le système judiciaire

STRATÉGIES ET LÉGISLATION

- Conception et mise en œuvre de stratégies et de lois nationales
- Lignes directrices en matière de détermination des peines et des sanctions
- Initiatives régionales

INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENT

- Gestion de l'information
- Surveillance du trafic illicite, de la mise en application des lois et des poursuites
- Développement de systèmes de renseignement
- E-permis CITES
- Évaluations économiques relatives au commerce illégal d'espèces sauvages

COLLABORATION & COORDINATION

- Plateforme de coordination entre les projets nationaux et les bailleurs de fonds
- Analyse des donateurs
- Gestion des connaissances
- Communauté de pratiques
- S&E du programme

NIVEAU PROGRAMMATIQUE

RÉDUIRE LA DEMANDE

SENSIBILISATION ET CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS

- Méthodologies de changement social et comportemental
- Campagnes ciblées (au niveau national et infranational)
- Forums et conférences

COMMUNICATIONS, GENRE ET S&E

- Systématisation du retour d'expérience des projets
- Stratégies d'éducation/communication
- Stratégie relative au genre'
- Suivi & évaluation de projet

NIVEAU PROJET

COLLABORER POUR UN RAYONNEMENT PLUS VASTE

Les organes d'exécution qui canalisent les fonds pour les gouvernements et autres partenaires pour les projets nationaux sont le Groupe de la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et la Banque asiatique de développement (BASD).

GWP collabore également avec le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC) et d'autres bailleurs de fonds et partenaires de la conservation pour mettre en œuvre une approche intégrée de la préservation de la biodiversité, la prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages et le développement durable, notamment :

- Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
- Fonds mondial pour la conservation de la nature (World Wildlife Fund - WWF)
- TRAFFIC
- WildAid



“ Nous observons partout dans le monde une prise de conscience croissante du fait que nos animaux ont pour nous plus de valeur vivants que morts ; la protection de notre héritage naturel devient un problème mondial majeur. ”

Margaret Kenyatta,
Première Dame du Kenya

PROGRAMMES NATIONAUX

Collectivement, les pays du GWP forment un incroyable dépositaire de la biodiversité et ils œuvrent à la gestion durable de leurs ressources naturelles. La plateforme intégrée du programme aidera les gouvernements nationaux et les partenaires au développement à réduire les impacts du braconnage et du trafic d'espèces sauvages, et promouvra des activités de subsistance pour les communautés locales.

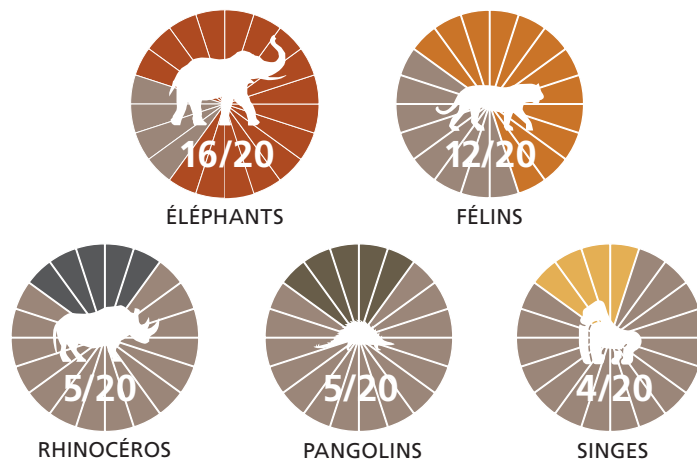
ACTIVITÉS LOCALES

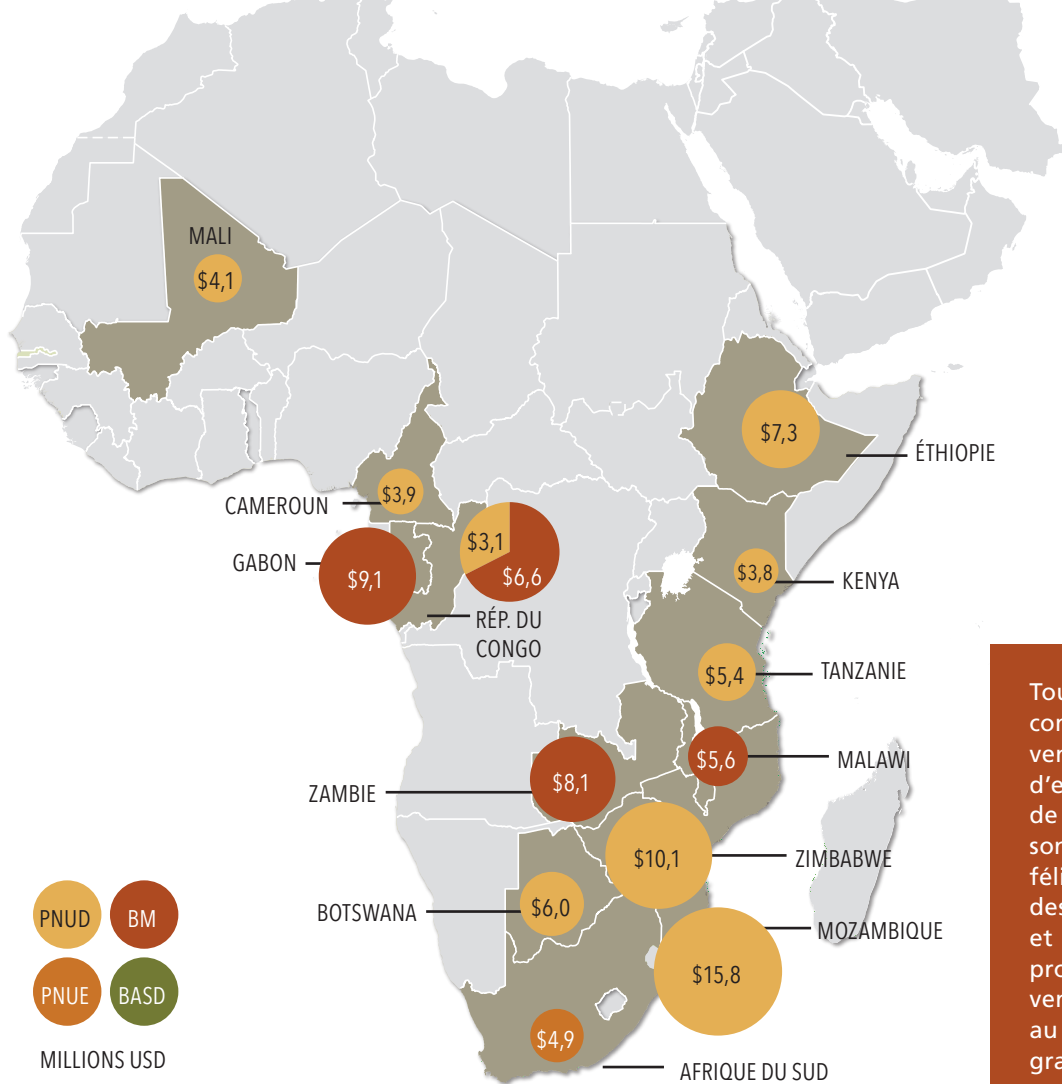
Les activités du programme dans les pays sources comprennent le renforcement des initiatives anti-braconnage telles que des opérations de suivi menées par des services de renseignement, l'augmentation de la superficie des aires de conservation et l'amélioration de leur gestion, la promotion de la gestion intégrée des paysages et la fourniture d'opportunités de développement grâce au tourisme axé sur la nature, à l'agriculture durable et aux projets de foresterie qui procurent des avantages aux communautés locales.

Dans les pays de transit qui combattent en première ligne le crime lié aux espèces sauvages, le programme soutient des unités de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, des lignes directrices en matière de détermination des peines, des opérations anti-contrebande et des contrôles des douanes.

Dans les pays où la demande est la plus forte, le GWP lance des campagnes ciblées de sensibilisation et de changement des comportements pour aider à renforcer les mesures juridiques de dissuasion contre l'achat d'espèces sauvages et de produits dérivés.

RÉPARTITION DES PROJETS DU GWP PAR ESPÈCE ANIMAL





Tous les projets nationaux du GWP comprennent une ou plusieurs interventions liées au braconnage, au trafic d'espèces protégées et/ou la réduction de la demande. Les espèces prioritaires sont les éléphants, les rhinocéros, les félins (lions, tigres, léopards, léopards des neiges, guépards), les pangolins et les singes, mais la quasi-totalité des projets comprend également des interventions qui apportent des bénéfices au niveau du paysage qui protègent un grand nombre d'espèces.

MONDIAL • \$7,0 millions USD

Coordonner les actions et tirer des enseignements sur toute la chaîne d'approvisionnement pour combattre la criminalité liée aux espèces sauvages (Banque mondiale) et réduire le trafic maritime de produits illégaux dérivés d'espèces sauvages (PNUD).

AFRIQUE DU SUD • \$4,9 millions USD

Couverture nationale avec une conservation communautaire spécifique dans le Parc Kruger

Combattre le commerce illégal d'espèces sauvages par le renforcement des institutions et l'amélioration de la gestion des informations, notamment par le développement de systèmes de e-permis CITES prêts à l'emploi et le renforcement de mécanismes de gouvernance communautaire pour garantir des moyens de subsistance durables et une surveillance communautaire du commerce illégal d'espèces sauvages

BOTSWANA • \$6,0 millions USD

Paysages situés autour du Parc transfrontalier du Kalahari (KTP) et corridors menant à la Réserve de chasse du Kalahari central (CKGR)

Promouvoir une approche intégrée des paysages pour la gestion des zones arides et la prévention du commerce illicite d'espèces sauvages à travers la planification et la gestion des réserves d'espèces sauvages ; renforcer la capacité à combattre la criminalité liée aux espèces sauvages/le trafic et mettre en œuvre des politiques et des réglementations sur la vie sauvage.

CAMEROUN • \$3,9 millions USD

Parc national Boumba Bek et Parc national Nki, Sanctuaire pour gorilles de Mengamé, Réserves de faune du Dja et de Ngoyla

Renforcer la conservation des espèces mondialement menacées en améliorant la protection de la biodiversité, la résilience et la gestion des paysages pour répondre aux graves dangers environnementaux et à la baisse de 62 % de la population d'éléphants vivant dans les forêts au cours de la dernière décennie.

RÉPUBLIQUE DU CONGO (BANQUE MONDIALE) • \$6,5 millions USD

Parc national de Nouabalé-Ndoki et Parc national de Ntokou-Pikounda

Renforcement des capacités et institutionnel, participation des communautés locales et des peuples indigènes à la gestion des ressources forestières pour la préservation des habitats et de la biodiversité, qui sont menacés par des activités non réglementées.

RÉPUBLIQUE DU CONGO (PNUD) • \$3,1 millions USD

Parc national d'Odzala-Kokoua, Sanctuaire pour gorilles de Lossi, projet de Réserve de Messok Dja, concessions forestières de Ngombé, Tala-Tala, Jua-Ikié, Kéllé-Mbomo, et Massif forestier de Djoua-Ivindo

Renforcer la préservation des espèces mondialement menacées par l'expansion et l'amélioration de la gestion des aires protégées, renforcer les capacités pour des aires protégées et une gouvernance plus efficaces, et réduire le braconnage et le trafic illégal d'espèces menacées au travers de moyens d'existence durables.

ÉTHIOPIE • \$7,3 millions USD

Parc national de l'Omo, Parc national de Mago, Parc national de Chebera Chuchura, Sanctuaire pour éléphants de Babillé et Parc national de Kafta Sheraro

Œuvrer au renforcement des capacités pour la préservation de la biodiversité grâce à une gestion plus efficace des aires protégées, de la lutte contre le braconnage et des mesures contre le trafic illégal d'espèces protégées dans le cadre de l'approche paysagère.

GABON • \$9,1 millions USD

Parcs nationaux de Moukalaba-Doudou, Loango, Mayumba et Waka

Réduire le braconnage des éléphants et le commerce illicite d'ivoire en appuyant la mise en œuvre du Plan d'action national pour l'ivoire, par la promotion de la gestion intégrée des paysages et l'atténuation des conflits humains-éléphants, et à travers la cogestion des parcs trans-frontaliers.

KENYA • \$3,8 millions USD

Écosystèmes du Maasai Mara et de Tsavo

Renforcer les capacités pour une gouvernance du commerce illicite d'espèces sauvages, réduire le braconnage et le commerce illégal d'espèces menacées, et renforcer les conservations communautaires dans les écosystèmes de Tsavo et du Maasai Mara par le biais d'une approche intégrée.

MALAWI • \$5,6 millions USD

Parc national de Kasungu, Réserve forestière de Mangochi, Parc national et réserve forestière de Liwonde ; Parc national de Lengwe ; Réserve naturelle de Mwabvi ; Réserve forestière de Matandwe ; Elephant Marsh ; Réserve naturelle de Majete

Renforcer la gestion intégrée des paysages et des cadres nationaux pour la protection de la biodiversité dans des zones clés pour la résilience au climat, la préservation de la vie sauvage et l'amélioration des moyens de subsistance.

MALI • \$4,1 millions USD

Aires protégées du Lac Banzéna et Réserve de Gourma, Réserve partielle d'éléphants

Protéger les éléphants maliens de Gourma menacés par le trafic mondial d'ivoire et le conflit humains-éléphants dans des sites névralgiques et renforcer les moyens de subsistance des communautés locales vivant le long de la route de migration pour réduire le conflit humains-éléphants.

MOZAMBIQUE • \$15,8 millions USD

Parc national de Gorongosa (Gorongosa-Marromeu) et Réserve de Niassa

Promouvoir la valeur de la faune et la flore sauvages et combattre le trafic illicite d'espèces sauvages, renforcer la capacité des autorités policières dans des aires protégées clés, établir des conservations communautaires pour étendre le complexe de l'aire protégée de Gorongosa, promouvoir la gestion durable des terres et des forêts.

TANZANIE • \$5,4 millions USD

Katavi, Selous, et écosystème de Ruaha

Renforcer les capacités pour une gestion efficace de la biodiversité et combattre le commerce illégal d'espèces sauvages ; réduire le braconnage et le commerce illégal d'espèces menacées dans des paysages ciblés et renforcer la gestion des ressources naturelles pour un développement socio-économique durable.

ZAMBIE • \$8,1 millions USD

Parc national de Lukusuzi

Améliorer la gestion des paysages et des espèces sauvages et accroître les flux de bénéfices pour les communautés locales par l'amélioration des moyens de subsistance et des pratiques agricoles et la réduction des émissions de carbone.

ZIMBABWE • \$10,1 millions USD

Aires de safari de Mana Pools NP, Charara, Hurungwe, Doma, Dande, et Chewore et Sapi

Promouvoir une approche intégrée du paysage pour la gestion des ressources fauniques, du carbone, et des services écosystémiques dans le contexte du changement climatique dans les aires protégées et les terres communautaires.



AFGHANISTAN • \$2,7 millions USD

Corridor du Wakhan

Dans le cadre d'une approche paysagère, protéger les écosystèmes critiques du léopard des neiges et réduire la prise illégale et le commerce illicite de léopards des neiges et le conflit humains-espèces sauvages à travers une participation accrue des communautés.

INDE • \$11,5 millions USD

Paysages situés dans quatre États de l'aire de répartition du léopard des neiges dans la région de l'Himalaya indien (IHR), à savoir Jammu-et-Cachemire, Himachal Pradesh, Uttarakhand et Sikkim : Khangchendzonga – paysage du cours supérieur de la Teesta, paysage de Changtang, paysage de Lahaul-Pangi et Gangotri – paysage de conservation de Govind

Assurer la conservation des espèces sauvages d'importance mondiale par le biais d'une gestion durable des écosystèmes de l'Himalaya, afin de garantir des avantages socio-économiques pour les communautés et renforcer les autorités policières, la surveillance et la coopération afin de réduire les crimes liés aux espèces sauvages et les dangers associés.

INDONÉSIE • \$7,0 millions USD

Vastes régions autour de l'écosystème de Leuser (Sumatra nord) & Bogani-Nani Wartabone (Sulawesi nord)

Réduire le commerce non durable des espèces sauvages et le taux de perte de biodiversité par la mise en place d'un cadre national effectif pour la gestion du commerce des espèces sauvages, renforcer les capacités institutionnelles pour une mise en œuvre et un maintien de l'ordre et mettre à l'échelle une stratégie améliorée de maintien de l'ordre dans les ports commerciaux et les écosystèmes les plus importants.

PHILIPPINES • \$1,8 millions USD

General Santos, Davao, Butuan, Cebu, & Grand Manille

Combattre le crime organisé lié à l'environnement à travers des réformes juridiques et institutionnelles ; renforcer les capacités à mettre en œuvre des opérations tactiques de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et réduire la demande de produits illégaux dérivés d'espèces sauvages.

THAÏLANDE • \$4,0 millions USD

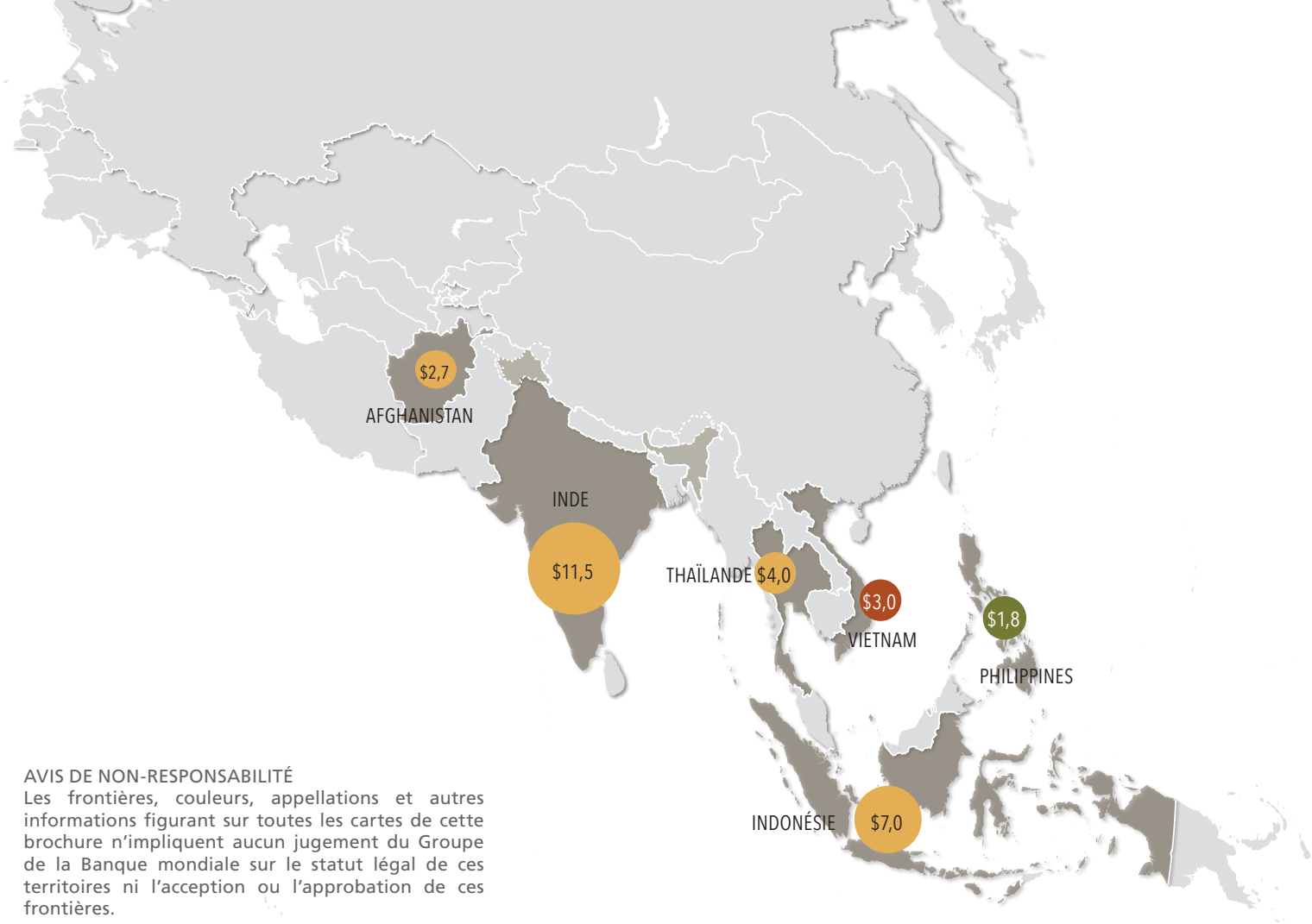
Échelle nationale

Réduire le trafic d'espèces sauvages par le renforcement des capacités de maintien de l'ordre et de poursuites et la collaboration entre les autorités policières, et des campagnes pour le changement des comportements.

VIETNAM • \$3,0 millions USD

Échelle nationale

Renforcer le cadre juridique et réglementaire, renforcer les capacités de mise en œuvre et d'application des lois de protection des espèces sauvages, sensibiliser à la protection des espèces sauvages et informer sur la consommation de produits dérivés d'espèces sauvages.



AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Les frontières, couleurs, appellations et autres informations figurant sur toutes les cartes de cette brochure n'impliquent aucun jugement du Groupe de la Banque mondiale sur le statut légal de ces territoires ni l'acceptation ou l'approbation de ces frontières.



COMMUNICATIONS ET PARTAGE DES CONNAISSANCES

Le GWP réunit des experts de premier plan et des responsables de projets performants pour partager des informations essentielles et des pistes de recherche afin d'assister nos partenaires dans la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages.

Les activités de partage des connaissances ont consisté entre autres d'ateliers et outils visant à lutter contre le crime lié aux espèces sauvages, à réduire le trafic et la demande d'espèces sauvages et de produits dérivés, à encourager la participation des communautés locales dans la conservation de la vie sauvage et à atténuer les conflits homme-faune et favoriser la coexistence entre les deux. Ces ateliers sont suivis par des pays partenaires du GWP, des experts techniques et des organes d'exécution du FEM.

Nos séances d'information virtuelle mensuelles sur le partage de connaissances portent sur des sujets tels que le tourisme communautaire axé sur faune, le renforcement des cadres politiques et juridiques pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages, l'utilisation de technologies innovantes pour réduire le braconnage, le pouvoir du multimédia pour le développement et la conservation et le changement de comportement des consommateurs visant à réduire la demande.

À l'avenir, le GWP continuera de mettre à profit les connaissances techniques et les partenariats avec le secteur privé dans les do-

maines des transports, du commerce et des finances. De nouvelles approches, méthodologies et technologies intégrées peuvent améliorer les interventions ciblées sur les sites et la prise de décision axée sur les données pour lutter efficacement contre le crime lié aux espèces sauvages.

Pour combler les lacunes sur le montant réel des financements des bailleurs internationaux allant au combat contre le commerce illégal d'espèces sauvages, le GWP a publié un document en 2016 indiquant que plus de 1,3 milliard de dollars ont été engagés entre 2010 et 2016. L'analyse a montré que les activités visant à promouvoir une application efficace des lois et à réduire la demande a reçu beaucoup moins de financement par rapport à la gestion des aires protégées. Le GWP a créé un e-Book pour présenter cette analyse sur l'application Spatial Agent de la Banque mondiale. En 2018, il s'est réuni en groupes de travail afin de mieux comprendre comment ces projets financés par des donateurs internationaux ont été mis en œuvre et de tirer des enseignements généraux sous la forme d'études de cas.

Le GWP peut également constituer un moyen pour des bailleurs publics et privés de continuer à partager des données et d'autres informations sur leurs priorités et leurs investissements, et d'aider à renforcer la coordination.



RENFORCEMENT DES PARTENARIATS

Les gouvernements qui s'attaquent aux problèmes complexes de la criminalité liée aux espèces sauvages et du développement ne peuvent résoudre seuls les problèmes.

Le GWP bâtit des partenariats stratégiques en mettant à profit des actions des principaux acteurs internationaux contre le commerce illicite d'espèces sauvages à l'échelle mondiale, et il fait la promotion de la collaboration et des échanges pour permettre une meilleure prise de décisions sur des sujets tels que la biodiversité, la gestion des ressources naturelles, le développement du tourisme et la réduction de la pauvreté.

En travaillant avec des partenaires des pays en développement et de la communauté internationale des bailleurs de fonds, le GWP est en mesure de coordonner efficacement les effets à travers la chaîne d'approvisionnement du commerce lié aux espèces sauvages.

Le GWP s'est associé au groupe de travail de la Commission de la survie des espèces de l'UICN sur les conflits homme-faune (HWC) afin de créer une communauté de pratiques visant à renforcer les capacités de ses partenaires en matière d'atténuation et de prévention.

Voici quelques exemples d'engagement des partenaires :


- Coordonner et appuyer le soutien d'activités spécifiques de l'ICWC visant à promouvoir une application efficace des lois à l'échelle nationale et internationale.
- Soutenir une initiative de l'ONU sur la faune qui coordonne et exploite tous les efforts actuellement accomplis séparément par la CITES, le PNUE, le PNUD et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC).
- Mener des activités pour lutter contre le trafic maritime de produits dérivés d'espèces sauvages provenant d'Asie ou d'Afrique en collaboration avec les gouvernements nationaux, les partenaires de l'ICWC¹, les partenaires de *United for Wildlife*, les organes chargés du maintien de l'ordre, et des parties prenantes du secteur privé.
- Collaborer avec les membres du Comité de pilotage du programme pour faciliter l'assistance technique et l'expertise sur les thèmes clés du projet national.

¹ Les partenaires de l'ICWC comprennent la Banque mondiale, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Interpol, l'Organisation mondiale des douanes, et CITES.

PARTENAIRES NATIONAUX DU GWP

Pays	Partenaires d'exécution
Afghanistan	Agence nationale de protection de l'environnement ; Ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'Élevage ; Société pour la conservation de la vie sauvage (Wildlife Conservation Society - WCS)
Afrique du Sud	Département des Affaires environnementales du Ministère de l'Environnement
Botswana	Ministères de l'Environnement, de la Préservation des Ressources naturelles et du Tourisme ; de l'Agriculture ; les Conseils de Kgalagadi/Ganzhi
Cameroun	Ministère des Forêts et de la Faune
Éthiopie	Ministère de l'Environnement, des forêts et du Changement climatique ; Autorité éthiopienne de conservation de la vie sauvage
Gabon	Agence nationale des parcs nationaux / Direction générale de l'environnement et de la protection de la nature
Inde	Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique
Indonésie	Ministère de l'Environnement et des Forêts ; Police nationale indonésienne ; WCS
Kenya	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources naturelles ; Kenya Wildlife Service
Malawi	Ministères des Ressources naturelles, de l'Énergie, des Mines et de l'Agriculture, Irrigation et Développement de l'eau
Mali	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable
Mozambique	Agence nationale des aires de conservation ; Projet de restauration du parc naturel de Gorongosa ; Société pour la conservation de la vie sauvage (WCS)
Philippines	Bureau de gestion de la biodiversité-Département de l'Environnement et des Ressources naturelles
Rép. du Congo	Ministère de l'Économie forestière, du Développement durable et de l'Environnement
Tanzanie	Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme – Division en charge de la faune sauvage
Thaïlande	Département des parcs nationaux, de la vie sauvage et de la protection des plantes ; UICN ; WWF
Vietnam	Ministères des Ressources naturelles et de l'Environnement ; Agriculture et Développement rural, Sécurité publique ; Justice
Zambie	Ministère de l'Agriculture et Département des parcs nationaux et de la faune, Département de la foresterie
Zimbabwe	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et du Climat



A close-up photograph of a tiger's face, showing its distinctive orange fur with black stripes. The tiger is looking slightly to the right. The background is a soft, out-of-focus grey, and numerous white snowflakes are captured in motion, falling around the tiger's head. A diagonal white line cuts across the image from the top left towards the bottom right, separating the tiger's face from the text area.

“ Des partenariats solides sont essentiels pour faire face aux problèmes complexes et multisectoriels de la conservation de la vie sauvage. Le Vietnam s’est engagé à renforcer les partenariats existants et à en créer de nouveaux, à collaborer avec d’autres pays du GWP, à partager des expériences pour améliorer les résultats et préserver notre biodiversité et sauver les espèces menacées d’extinction. ”

Dr. Hoang Thi Thanh Nhan,
Directeur adjoint de l’Agence du
Vietnam pour la conservation de
biodiversity



“ La crise actuelle du commerce illégal d'espèces sauvages est le reflet de la mauvaise gouvernance et du peu de valeur accordée à la faune sauvage, des profits lucratifs du commerce illicite et de la hausse de la demande de produits dérivés d'espèces sauvages. Nous espérons que le GWP, en partenariat avec de nombreux acteurs, combattrà le crime lié aux espèces sauvages, impliquera les communautés dans la recherche de moyens de subsistance alternatifs durables et améliorera la gouvernance des ressources naturelles. ”

Dr. Claudia Sobrevila
Chef de programme
pour le GWP, BM



www.worldbank.org/global-wildlife-program

Pour plus d'informations, contacter : gwp-info@worldbank.org



CRÉDITS PHOTOS: Villiers Steyn/Shutterstock, Johan Swanepoel/Shutterstock, David Brossard/CC by-SA 2.0 (couverture); Joel Shawn/Shutterstock (intérieur de la couverture); ist/CC by-SA 2.0, egorgrebnev CC 2.0 (p2); David Brossard/CC by-SA 2.0 (p6); Pauline Guilmot/CC by-NC-ND 2.0 (p15); pixelfusion3d/istockphoto (p18); Martin Harvey/WWF (p20); Sebastian Preusser/CC by-NC 2.0 (p23); abzerit/istockphoto (pp23-25). Autres photos : Global Wildlife Program et partenaires. ICÔNES: Cedric Villain, Dactrt, Gan Khoon Lay, Hea Poh Lin, misrlou, Mister Pixel, Ngeshlew, Oliviu Stoian, Vicons Design, Yugu Design/The Noun Project/CC by 3.0 (pp5-6).